

NATIXIS. LA SAGA 3

Une opération incertaine et risquée

Le Syndicat Unifié-Unsa s'efforce constamment de travailler sur des éléments factuels et ne s'inscrit jamais dans une position dogmatique. Ne pas hurler avec les loups, ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain, mais pour autant ne pas délivrer un blanc-seing à nos dirigeants, surtout lorsque de nombreuses interrogations restent sans réponse ou, à tout le moins, laissent planer des doutes préoccupants. D'autant que ces incertitudes génèrent potentiellement un important risque social.

■ Des incertitudes à court terme

Bien que Laurent MIGNON (LM) en minimise les conséquences, un échec de l'OPAS ajouterait le ridicule à une image déjà ternie par la nature même de l'opération. Alors que le cours de l'action flotte depuis deux semaines au-dessus du prix proposé de 4€ (entre 4,10 et 4,15€), l'issue de l'OPAS reste incertaine. Faudra-t-il remonter le prix ou prendre le risque de ne pas ramasser les 90% du flottant nécessaires pour la suite ? S'agissant d'une opération stratégique (dixit LM) est-il vraiment envisageable qu'elle échoue ?

■ Un manque de rigueur en amont

La démarche était programmée dès l'arrivée de LM aux commandes de BPCE. L'opération SMITH en constituait les prémices et le différent stratégique avec François RIAHI la première conséquence concrète. Nous regrettons vivement que le temps de préparation n'ait pas pallié ce manque de rigueur qui laisse encore beaucoup trop de place à l'aléa.

■ Un moyen terme tout aussi aléatoire

Lors du Comité de Groupe du 25 février, LM a indiqué que le nouveau NATIXIS dégagerait, en vitesse de croisière, un résultat entre 1,3 et 1,4 Md par an, pour environ 1,7 Md dans l'ancienne configuration. Si NATIXIS recentré autour de la gestion d'actif et de fortune et de la Banque de Grande Clientèle, avec un coût du risque maîtrisé, pouvait atteindre ce niveau de performance, était-il si urgent de le sortir de la cote et de priver les actionnaires d'une possible hausse du cours ? Certes, il aurait été impossible de retrouver un jour le cours d'émission, mais une cotation entre 5 et 7€ restait envisageable sur cette base. Question subsidiaire : nous sommes-nous entourés de toutes les garanties pour affirmer avec certitude, que les 3,7 Mds (voire plus en cas de hausse du prix proposé) dépensés pour cette opération n'auraient pas été plus utiles autrement ?

■ Nouvelles recherches d'économies ?

Si LM devait être trop optimiste dans ses prévisions, ce seraient les résultats du Groupe qui ne retrouveraient pas leur niveau antérieur se situant,

bon an mal an, autour de 3,5 Mds partagés à parts quasi-égales entre NATIXIS et les réseaux des Banques Populaires (BP) et des Caisses d'Épargne (CE).

Dans une industrie bancaire qui se voit reprocher le manque de rentabilité de ses fonds propres et soumise à des règles prudentielles strictes, cette baisse de recettes entraînerait systématiquement de nouvelles recherches d'économies.

■ Quelles conséquences pour la BDD ?

Dans l'hypothèse la plus favorable, LM n'a, pour l'heure, pris aucun engagement d'investissement dans la BDD qui pourtant, en a grand besoin et continue d'assurer les fins de mois, au prix d'une hausse continue de la productivité. Dans l'hypothèse moins favorable, le Plan Stratégique Groupe (PSG) 2022-2024 s'inscrirait prioritairement dans une logique de baisse des charges avec sa litanie de mises en commun de moyens et autres synergies. Des notions, à priori positives ou présentées comme telles, qui se traduisent le plus souvent pour le personnel, par travailler plus dans des conditions plus difficiles, pour gagner moins.

Nous rencontrons au quotidien des salariés fatigués mais en quête de sens. Quoi qu'en disent les démagogues, la banque, qui assure l'intermédiation entre les acteurs de la vie économique, est un métier noble, au service de ses clients et de la nation.

Il est grand temps de lui redonner les moyens de ses nobles ambitions. Les solutions existent. Les choix stratégiques doivent s'inscrire dans cet objectif. La transformation de notre modèle ne se fera qu'avec l'adhésion des salariés à un projet socialement responsable qui les respecte et intègre leurs aspirations.

*Le Secrétariat National du Syndicat Unifié-Unsa :
Philippe BERGAMO, Jean-David CAMUS,
Philippe CAZEAU, Patricia COTTARD,
Franck DELAGRANDE et François-Xavier JOLICARD*